

Le Discours Royal prononcé devant les deux Chambres du Parlement réunies, intervient, cette année, dans une conjoncture particulière, due à la crise sanitaire qui frappe le Royaume.

Sa Majesté le Roi Mohammed VI a souligné que l'ouverture de cette dernière année du mandat législatif, intervient dans des circonstances exceptionnelles, en raison de la crise sanitaire et ses répercussions économiques, sociales et psychologiques.

“Dans ces conditions, pour préserver la santé et la sécurité des citoyens, il est primordial de faire preuve d'une opiniâtre vigilance et d'un engagement résolu en apportant au secteur sanitaire un soutien indéfectible. Il importe d'œuvrer, concomitamment, à la stimulation de l'activité économique et au renforcement de la protection sociale”, a précisé le Souverain.

Sa Majesté le Roi Mohammed VI a indiqué que cette crise a laissé apparaître un ensemble de déséquilibres et de déficits, qui ont eu un impact négatif sur l'économie nationale et l'emploi, rappelant qu'un plan ambitieux de relance économique et un grand projet de couverture sociale universelle ont été lancés, ainsi que l'impératif d'appliquer les règles de bonne gouvernance et la nécessité de réformer les établissements du secteur public.

Le Souverain a souligné que le plan de relance économique a été placé en tête des priorités de l'étape actuelle et qu'il vise à soutenir les secteurs productifs, notamment le tissu des petites et moyennes entreprises et de rehausser leur capacité à investir, à créer des emplois et à préserver les sources de revenu. Le soutien apporté aux entreprises marocaines, à l'aide du dispositif des prêts garantis par l'État a bénéficié à plus de 20 mille d'entre elles, et qui sont à travers ce soutien parvenues à atténuer les effets de la crise sanitaire, en préservant les emplois.

Sa Majesté le Roi Mohammed VI a souligné que le plan de relance économique repose sur le Fonds d'investissement stratégique dont le Souverain a préconisé la création et donné le nom de « Fonds Mohammed VI pour l'Investissement ».

Ce Fonds, qui sera doté de 15 milliards de dirhams provenant du budget de l'Etat, joue un rôle de premier plan dans la promotion de l'investissement et le relèvement des capacités de l'économie nationale. Il interviendra pour doter les secteurs productifs du soutien nécessaire et pour financer et accompagner les grands projets envisagés, dans le cadre de partenariats public-privé. Il permettra d'en amplifier l'impact économique, social et environnemental.

“Afin que ce fonds puisse s’acquitter pleinement de sa mission, Nous avons donné Nos Orientations pour qu’il soit doté de la personnalité morale et des structures managériales adéquates, de manière à ce que, in fine, il s’impose comme un modèle de bonne gouvernance, d’efficacité et de transparence” a souligné Sa Majesté le Roi Mohammed VI.

Le Souverain a relevé l’importance qui doit être accordée à l’agriculture et au développement rural dans cette dynamique de relance économique, afin de soutenir la résilience de ce secteur-clé et d’accélérer la mise en œuvre de tous les projets agricoles.

Outre la dynamisation de l’investissement et de l’emploi, ce dispositif, adossé à la nouvelle stratégie agricole, contribuera à la valorisation de la production agricole nationale et facilitera le processus d’insertion professionnelle en milieu rural, à travers la mobilisation d’un million d’hectares de terres agricoles collectives, au profit des investisseurs et des ayants droit, ainsi que la mise en place d’un environnement incitatif à destination des jeunes du monde rural, par la création d’entreprises et l’appui à la formation, notamment dans les métiers et les services liés à l’agriculture.

Au plan social, Sa Majesté le Roi Mohammed VI a appelé à la généralisation de la couverture sociale au profit de tous les Marocains, un projet national majeur, d’une nature inédite, qui se décline en quatre axes-clés :

- étendre, d’ici la fin 2022 au plus tard, la couverture médicale obligatoire, de sorte que 22 millions de bénéficiaires additionnels accèdent à l’Assurance maladie de base qui couvre les frais de soins, de médicaments, d’hospitalisation et de traitement.
- généraliser les allocations familiales qui bénéficieront ainsi à près de sept millions d’enfants en âge de scolarité, au profit de trois millions de familles.
- élargir la base d’adhérents au système de retraite en y incorporant environ cinq millions de Marocains parmi la population active non titulaire d’un droit à une pension.
- généraliser l’accès à l’indemnité pour perte d’emploi au profit des Marocains ayant un emploi régulier.

Le Souverain a appelé le Gouvernement à opérer une révision profonde des critères et des procédures de nomination aux postes supérieurs, afin d'inciter les compétences nationales à intégrer la fonction publique et à la rendre, in fine, plus attractive.

“Nous saisissons cet important rendez-vous constitutionnel pour exhorter l'ensemble des institutions et des forces vives de la Nation, et, au premier chef, le Parlement, à se hisser au niveau des défis de la conjoncture actuelle et à répondre ainsi aux attentes des citoyens” a souligné Sa Majesté le Roi Mohammed VI.